

que «le gouvernement progressiste conservateur rétablirait l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse au coût réel de la vie sur une base trimestrielle». Alors, il n'a pas tenu sa promesse. Comme conséquence les prestations de sécurité de la vieillesse seront désindexées de façon à ne plus être entièrement protégées contre l'inflation. Les prestations ne seront pas ajustées pour absorber l'impact des premiers 3 p. 100 de l'inflation. C'est ce que le premier ministre appelle un budget «dur mais équitable». C'est dur, d'accord, mais ce n'est certainement pas équitable. Dur pour qui? Équitable pour qui? Nous devons nous le demander.

Il n'y a aucune mesure gouvernementale qui n'affecte autant la vie des Canadiens et Canadiennes qu'un budget. Rien n'illustre mieux le sens de la justice d'un gouvernement ainsi que le degré de répartition des richesses dans notre société. Un budget est une illustration vivante du genre de société que cherche à instaurer un gouvernement; il montre le programme qu'il veut établir et d'où viendront les recettes fiscales. Un budget révèle également l'âme du gouvernement. Le présent budget nous apprend que les conservateurs n'ont pas d'âme. Le budget est injuste et dur et seuls les gens ordinaires en font les frais.

Quand il s'adresse aux gens ordinaires, le gouvernement ne fait que prendre. Cependant, quand il s'adresse aux grandes entreprises, il prend un peu d'une main et en donne beaucoup plus... davantage de l'autre. En 1990-1991, le gouvernement aura prélevé l'équivalent de 4,1 milliards de dollars d'impôt supplémentaires sur le revenu des particuliers et 2,6 milliards de taxes à la consommation alors que, pendant ce temps, le fardeau fiscal des sociétés aura baissé de 2,2 milliards de dollars. Il impose donc des mesures draconiennes aux simples gens et accorde des concessions accrues aux sociétés. Ce qu'il y a de terrible c'est que le budget pénalise les plus vulnérables de la société, soit les sans-emploi, les familles, les pauvres, les autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les agriculteurs. Pendant ce temps, les nantis, les riches et les grandes sociétés recevront encore plus qu'avant. C'est ainsi que le parti conservateur conçoit l'équité: moins pour les nécessiteux et plus pour les riches. Et si je peux citer la Sainte Bible en anglais car c'est comme cela que je l'ai apprise:

[Traduction]

«Car on donnera à celui qui a; mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a.»

[Français]

Alors le gouvernement conservateur a reçu le mandat de créer de l'emploi et de pratiquer une fiscalité juste. Or, il a présenté aux Canadiens et aux Canadiennes un budget qui ne parle point d'emplois et accentue l'injustice. Rien ne saurait mieux illustrer cette injustice que la façon méprisante dont les conservateurs traitent les retraités. Chaque personne âgée sera affectée par le budget. La pension de la sécurité de la vieillesse diminuera de 3 p. 100 chaque année à cause de la désindexation.

• (1610)

La désindexation sera dévastatrice pour le niveau de vie de tous les Canadiens et Canadiennes âgés, nos parents et nos grands-parents. La réduction annuelle de tous les chèques de prestations de sécurité de la vieillesse, et cela mérite de répéter ces chiffres, la réduction du chèque de chaque personne à la

retraite sera de \$100 l'année prochaine, de \$205 en 1987, de \$315 en 1988, de \$431 en 1989, de \$553 en 1990 et de \$680 en 1991. Cette année-là, le gouvernement progressiste conservateur pourra économiser deux milliards de dollars aux dépens des personnes âgées.

Le gouvernement retranche des fonds d'un système de pension déjà insuffisant, un système qui empêche les personnes âgées, hommes et femmes, de vivre leurs dernières années dans la dignité. Le gouvernement va chercher de l'argent dans les poches des personnes âgées alors qu'elles sont environ 1.8 million à vivre dans la pauvreté. Le gouvernement condamne ainsi les personnes du troisième âge, les plus pauvres, à s'appauvrir davantage.

A cause de la désindexation des pensions, les revenus des Canadiens et des Canadiennes de l'âge d'or seront entamés par l'inflation. Cette désindexation annulera les espoirs des personnes âgées qui rêvaient d'avoir un revenu décent pendant leur retraite. C'est une attaque abjecte dirigée contre les enfants de la dépression, contre ces gens qui ont grandi en pleine crise économique, qui sont devenus adultes pendant la guerre et qui ont tant apporté à la société canadienne. Plus que cela, ce sont les auteurs de la société canadienne que nous avons aujourd'hui. Comment peut-on leur refuser le droit à une retraite digne?

Les personnes âgées ont largement payé leur dû. Le très honorable premier ministre affirme que le budget récompense ceux qui se lèvent une demi-heure plus tôt. C'est une mauvaise blague! C'est une blague malicieuse pour les gens qui ont travaillé très dur leur vie durant.

Le très honorable premier ministre se fait un drôle d'idée de l'équité. Comme il l'avait promis au cours de la campagne électorale, il donne plus aux grandes sociétés pétrolières, mais il ne tient pas les promesses qu'il avait faites aux personnes âgées. L'été dernier, le très honorable premier ministre a promis que la pleine indexation des pensions sera rétablie à compter du 1^{er} janvier 1985. C'est une injustice flagrante que le très honorable premier ministre commet à l'endroit des personnes âgées.

Avec les conservateurs, il y a une justice pour les privilégiés, pour les riches, pour les grandes sociétés, et une autre forme de justice pour les personnes âgées. Le ministre des Finances (M. Wilson) s'inquiète qu'il y ait si peu de riches au Canada. Quand il tient ce genre de propos, j'aimerais bien qu'il réfléchisse au sort qu'il réserve aux personnes âgées de notre pays et qu'il voie dans quelle situation elles se trouvent.

Alors que le gouvernement sabre dans les pensions de sécurité de la vieillesse, il fait un beau cadeau de 2.4 milliards de dollars aux grosses sociétés pétrolières. Il donne 600 millions de dollars aux riches sous forme d'une exonération de l'impôt sur les gains en capital. Il accorde 235 millions de dollars aux mieux nantis en augmentant et en indexant intégralement les plafonds des contributions aux REER. Il donne 2.2 milliards de dollars de plus aux sociétés en réduisant leurs impôts. Après huit mois au pouvoir, le gouvernement a découvert des douzaines de nouvelles façons d'imposer les contribuables moyens, mais il n'a pas réussi à introduire un impôt minimum pour les riches.